

L'ALENA n'a pas non plus l'exclusivité régionale. Le Brésil a déjà proposé d'utiliser le marché commun du Mercosur comme pierre angulaire d'une zone sud-américaine de libre-échange. Comme moyen de démanteler les barrières dans la région, de libéraliser le commerce et de rassembler les pays dans un espace économique intégré, le Mercosur constitue une initiative audacieuse et innovatrice, que le Canada encourage. Mais il ne faut pas beaucoup d'imagination pour reconnaître que, se voyant exclus de l'ALENA, les pays du Mercosur seraient encore plus incités à se tailler leurs propres marchés et à formaliser leur espace économique distinct, peut-être en se donnant leur propre version du protectionnisme. Il y a alors risque que le rêve d'un commerce pan-hémisphérique ne cède la place à la *Realpolitik* des blocs régionaux rivaux -- une mentalité du «eux contre nous» si contraire à la libéralisation du commerce et à la croissance économique.

Il nous faut dès maintenant une grande politique commerciale et financière pour les Amériques -- une vision plus large et plus audacieuse qui pourrait aider à atténuer et, éventuellement, à faire disparaître les préoccupations plus locales qui nous divisent. En bref, il nous faut une politique qui reflète l'ouverture, la force et le dynamisme de nos économies; qui reconnaît la synergie créatrice pouvant émerger du mariage d'économies développées et en développement; et qui intéresse tous les pays désireux de mener un commerce plus intense, plus global et axé sur un ensemble de règles.

L'ALENA peut fournir le fondement d'une telle politique. Avec la volonté politique requise, il pourrait servir de noyau à une plus vaste association de libre-échange qui pourrait graduellement englober les pays de notre hémisphère et même des pays d'autres régions. Avec un engagement adéquat, il pourrait se transformer en une nouvelle forme d'association économique définie non par la position géographique mais par un engagement collectif d'intensifier le libre-échange; il pourrait devenir le noyau d'un nouveau GATT globalement amélioré.

L'idée de fond ne serait pas de remplacer le système multilatéral existant et encore moins d'établir un bloc régional discriminatoire; il s'agirait plutôt de former une coalition de pays souhaitant faire progresser plus rapidement l'objectif de libéralisation du commerce et de l'investissement. Une association plus vaste de libre-échange pourrait également constituer un moteur pour faire avancer le processus multilatéral plus lourd mais éminemment important que nous devons tous appuyer au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

La justification initiale de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis puis de l'accord trilatéral avec le Mexique était justement d'obtenir des progrès dans les domaines où notre degré d'intégration économique semblait réclamer un meilleur régime de